

UNIVERSITE D'ANTANANARIVO  
Faculté de Droit, d'Economie, de Gestion et de Sociologie  
Département ECONOMIE  
2<sup>ème</sup> cycle – Promotion sortante  
Option : DEVELOPEMENT

# MEMOIRE DE MAITRISE EN SCIENCES ECONOMIQUES



**STRATEGIE DE DEVELOPPEMENT  
RURAL POUR REDUIRE LA  
PAUVRETE A MADAGASCAR**

Réalisé par : RALAVANIRINA Onjaniaina Christoluysa

Encadreur : RAKOTOARISON Rado Zohevilaza

Maitre de conférences

*Année universitaire : 2008- 2009*

Date de soutenance : 06 Novembre 2009

## AVANT PROPOS

Dans le cadre du système pédagogique de l'Université d'Antananarivo, dès la première année de licence, les étudiants en Economie sont dirigés à cultiver leur sens de la curiosité, à voir au-delà de ce qui existe. Ainsi, les étudiants ont familiarisés à la lecture de différents ouvrages, à l'analyse de ce qui était écrit, à l'établissement d'une critique. Par ailleurs, ils sont formés de façon à ce qu'ils soient sensibles à tout ce qui se passe autour d'eux, à réfléchir sur les différents faits existants. Autrement dit, ils devraient avoir un certain état d'esprit de manière à enrichir leurs éruditions et leur savoir faire.

Les futurs économistes sont, ainsi, initiés à la recherche tout un ayant un cerveau de dirigeant.

Ce travail de mémoire est obligatoire pour les étudiants en quatrième année. Il doit être suivi et appuyé par une soutenance. Cela est indispensable pour l'obtention du diplôme de maîtrise.

L'objectif de ce travail est de donner aux étudiants, après l'obtention de la maîtrise, la capacité d'analyser et d'expliquer des faits et des problèmes économiques, et d'avancer des solutions et des recommandations pour les défier.

Il est bon de préciser que chaque étudiant doit présenter un thème spécifié selon leur choix.

L'importance ici n'est pas seulement de réciter les connaissances acquises durant les études, mais aussi de les comprendre, les analyser, les démontrer et de faire une étude des cas y afférents.

Ce présent devoir se porte sur l'étude de développement rural à Madagascar et d'énumérer les stratégies pour réduire la pauvreté. Le choix de ce thème à pour but, le fait qu'à Madagascar, la pauvreté est très vulnérable en milieu rural, de diminuer voire d'éradiquer afin que le pays prenne la croissance économique.

## REMERCIEMENTS

Je tiens à remercier chaleureusement tous ceux qui m'ont aidé à réaliser ce travail de recherche, depuis sa conception, entre autres :

- ✓ L'Eternel, qui nous prête la vie,
- ✓ Monsieur RAVELOMANANA Mamy, chef de Département ECONOMIE au sein de la Fac DEGS
- ✓ Monsieur RAKOTOARSON Rado Zoherilaza, qui a bien voulu me suivre durant les travaux,
- ✓ Tous les personnels du Département ECONOMIE à l'université d'Antananarivo,
- ✓ Tous les enseignants du Département ECONOMIE pour leurs travaux sans répit pour donner les meilleurs d'eux mêmes,
- ✓ La promotion ARENA, pour les superbes années que nous avons passées ensemble,
- ✓ Aussi, j'adresse, plus particulièrement, mes sincères reconnaissances envers ma famille pour leur soutien sans faille,

Ainsi que tous ceux qui ont contribué de près ou de loin à l'accomplissement de cette recherche académique.

# SOMMAIRE

INTRODUCTION .....	1
<b>PARTIE I : CONTEXTE ECONOMIQUE DU PAYS .....</b>	<b>3</b>
CHAPITRE1 - BASE THEORIQUE SUR LE DEVELOPPEMENT ET LA CROISSANCE.....	4
Section 1- comparaison entre développement et croissance économique .....	4
Section 2- Théorie de la croissance .....	5
 CHAPITRE 2- L'ECONOMIE DE MADAGASCAR .....	11
Section1- Diversité agro écologique et disparités de potentiel .....	12
Section2- Croissance démographique .....	13
Section 3 - Répartition inéquitable des bénéfices de la croissance .....	14
Section4- Développement humain .....	15
Section5- Que savons-nous de la pauvreté ? .....	15
 CHAPITRE 3- AGRICULTURE ET PAUVRETE RURALE .....	17
Section1- Situation économique actuelle en milieu rural.....	17
1.1-Population rurale et population agricole.....	17
1.1.1- L'effectif de la population rurale .....	17
1.1.2- L'effectif de la population agricole .....	18
1.2- Agriculture en déclin .....	19
1.3 - Moyens d'existence ruraux.....	20

1.4 - Disparités régionales en matière de pauvreté-----	21
1-5 La formation agricole et rurale à MADAGASCAR -----	21

SECTION 2- LES PROBLEMES DE DEVELOPPEMENT EN MILIEU RURAL---22

2.1-L'insécurité rurale -----	22
2.1.1- Vulnérabilité face aux risques et insécurité alimentaire-----	22
2.1.2- Insécurité sociale et insécurité de la production-----	23
2.1.3- Insécurité foncière -----	24
2.2 Accès aux services financiers -----	28
2.3-Accès au marché -----	28
2.4-L'éducation en milieu rural-----	29

PARTIE 2 : OBJECTIFS ET STRATEGIE DU DEVELOPPEMENT

RURAL -----30

CHAPITRE 1- OBJECTIFS GLOBAUX DE DEVELOPPEMENT DE  
MADAGASCAR -----31

Section 1-Les objectifs du développement rural en général-----31

Section 2- Missions et objectifs Le Plan d'action pour le développement rural  
-----32

1- Le contexte du PADR-----	32
2- Les Objectifs du Processus PADR-----	32
2.1 Objectif Global -----	32
2.2 Objectif Spécifique-----	33
3- Les Missions et Attributions du Processus PADR-----	33

CHAPITRE 2 - POLITIQUES, STRATEGIES ET CONTEXTE INSTITUTIONNEL-----34

**section1-** Contexte institutionnel national -----34

1.1- Ministère de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche-----	34
---	----

2.1-Régions et communes-----	34
2.3-Secteur privé -----	34
2.4-Organisations professionnelles -----	35
Section2- Stratégie nationale de réduction de la pauvreté rural-----	36
2.1- Stratégies de réduction de la pauvreté-----	36
2.1.1- Le Document de stratégie pour la réduction de la pauvreté-----	36
a) Les cinq grandes parties de ce document-----	37
b) Résolution de l'insécurité foncière dans le milieu rural -----	37
2.1.2- LA MAP ET LE DEVELOPPEMENT Rural -----	38
2.2- Stratégies nationale et régionales de développement rural-----	42
Section 3 -les objectifs stratégiques du FIDA -----	43
1- Priorités nationales et priorités du FIDA-----	43
1. Résumé de la stratégie pour le pays -----	44
CONCLUSION -----	45

## ACRONYMES

DSRP: Document stratégique pour la réduction de la pauvreté

IMF : Institution de micro finance

IDH : indice de développement humain

IPTE : initiative pour les pays très endettés

MAEP : Ministère de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche

MAP : plan d'action pour Madagascar

OMD : Objectifs du Millénaire pour le Développement

ONG: Organisation non gouvernementale

PADR: Plan d'action pour le développement régional

PIB: Produit intérieur brut

PNB: Produit national brut

PNDR: Programme national pour développement rural

PPA : parité de pouvoir d'achat

## INTRODUCTION

Madagascar est un des nombreux pays en voie de développement dans le monde .il est classé en 146<sup>ième</sup> position sur 177 pays, selon le 15<sup>ième</sup> indicateur annuelle de développement humaine<sup>1</sup>. On sait très bien que, l'économie de Madagascar repose essentiellement sur l'agriculture, les surfaces cultivées occupent moins de 5%<sup>2</sup> de la surface totale. Le secteur primaire occupe la première place dans l'économie nationale et emploie plus de 70%<sup>3</sup> de la population active. Et malgré l'accroissement de la production agricole, les pays en voie de développement y compris Madagascar restent en marge du progrès technique et économique. Mais c'est encore possible que cette situation se modifie de façon durable si le gouvernement et les économistes prennent une bonne initiative et des moyens efficaces associés à la croissance économique et aux avantages de la population. Les rapports entre l'agriculture et la population ne peuvent réellement isolés des problèmes qui se posent pour le développement de Madagascar.

Donc dans le cadre de l'économie, le milieu rural est tout particulièrement concerné, on peut dire alors que le secteur rural est la source de la pauvreté de Madagascar .La pauvreté en milieu rural représente 75%<sup>4</sup> de la pauvreté de Madagascar, en effet, l'effectif, la productivité et le niveau de vie de la population urbaines dépendent de plus en plus de l'efficacité, l'apprentissage et la compétence de la population agricole ou les agriculteurs. En 2000, le secteur rural est le secteur essentiel de l'économie malgache avec 43% du PIB intégrant l'agriculture, élevage, pêche, foret et les industries agro-industrie<sup>5</sup>.

Il faut dire que le futur de Madagascar est conditionné par le développement du secteur rural. Ainsi, un développement rural dynamique est indispensable pour réduire effectivement la pauvreté de Madagascar.

Ce qui nous amène à poser la question suivante :

Quelles sont donc les stratégies et les politiques nécessaires pour réduire la pauvreté à Madagascar ?

---

<sup>1</sup>,<sup>2</sup>,<sup>3</sup>,<sup>4</sup> Banque mondial 2006  
<sup>5</sup> INSTAT 2004

Ainsi donc, La mémoire pour objet de présenter la situation économique actuelle à Madagascar et chercher des solutions pour sortir de cette indigence. Le devoir exige un changement, une conversion pour accumuler les besoins fondamentaux de la population entière qu'on fera ce qu'on appelle « l'éducation de base ». Mais c'est également à partir de l'étude de ses besoins qu'on fera des changements mentaux et sociaux d'une population. Néanmoins, le secteur primaire occupe la première place dans l'économie nationale. Sans conversion, on n'a pas d'engagement à construire, à soigner là où maladie se propage, c'est à dire à éliminer la pauvreté, et à instaurer un monde nouveau : réduction de ce taux de 75% de la pauvreté à Madagascar. Le miracle du développement se donne effectivement entre les besoins et la réalité. En, général, les besoins créent les problèmes, la réalité pourra en être la conclusion ou la résolution qui en découle.

Pour trouver les idées essentielles de ce thème qui : « LES STRATEGIES POUR LE DEVELOPPEMENT RURAL POUR REDUIRE LA PAUVRETE A MADAGASCAR » est alors de trouver des maximums d'information pour parvenir à mieux développer et exposer sa base théorique, et pour répondre spécifiquement à la problématique proposée, mais ces information doivent être fiables et pertinentes.

A cette effet, pour mieux traiter le problème et partir des informations collectées, on va analyser dans la première partie, le contexte économique en général de Madagascar surtout au milieu rural : nous allons y évoque la théorie de la croissance entant que base théoriques de ce thème, puis y présenter les caractéristiques de l'économie de Madagascar.

Après on va trouver dans la deuxième partie l'illustration des objectifs et stratégies ainsi que les politiques de développement rural.

**PARTIE I :**  
**CONTEXTE ECONOMIQUE DU PAYS**

L'économie malgaches repose sur le secteur agricole, c'est une île riche de promesse au large de l'Afrique, mais elle demeure pauvre jusqu'aujourd'hui, les causes de cette pauvreté sont multiples.

Dans cette partie on va parler en premier chapitre :de la théorie de la croissance car c' est indispensable d'avoir la connaissance de quelques théories sur le développement et de la croissance pour pouvoir mener à bien l'analyse de l'économie de Madagascar et surtout l'économie rurale qui est très important pour l'essor du pays. Dans cette première partie, on va parler également décrire les aspects généraux de l'économie de Madagascar : l'économie de Madagascar globalement, puis l'économie rurale c'est-à-dire parlé de l'agriculture, après on va définir ce qu'on étend par pauvreté et mettre aussi l'accent sur les causes de pauvretés à Madagascar.

## **CHAPITRE1 - BASE THEORIQUE SUR LE DEVELOPPEMENT ET LA CROISSANCE**

Avant d'entrer au vif de sujet sur l'étude de la situation en milieu rural et le développement de Madagascar à travers le développement rural, c'est important de mondial le concept de la théorie de la croissance économique.

Mais avant tous il faut faire la distinction entre le développement et la croissance car ça nous aide à mieux comprendre le problème.

### **Section 1- comparaison entre développement et croissance économique**

#### **1.1 -La croissance économique**

La croissance économique est l'évolution à long terme des grandeurs économiques à savoir le PIB par tête, le PNB par tête et le revenu par tête de la population donnée.

Selon F.PERROUX la croissance économique « c'est l'augmentation soutenue pendant une ou plusieurs périodes longues d'un indicateur de dimension : pour une nation, le produit global net en terme réels » ; cela veut dire que la croissance est donc une augmentation du produit. On peut dire alors que le changement de structure est mis en lumière ainsi que les

évolutions sociales qui conditionnent la croissance et la rendent durable. Mais il ne faut pas oublier que c'est le développement qui favorise cette croissance.

## **1.2 -La définition du développement**

Par contre, pour F.PERROUX « le développement est le combinaison des changement mentaux et sociaux d'une population qui la rendent apte à faire croître, cumulativement et durablement, son produit réel global ».

On peut dire encore que le développement est défini comme une combinaison de la croissance économique (accumulation de capital) avec une meilleure distribution de richesse ; il met l'accent sur la satisfaction des besoins fondamentaux ; la réduction des inégalités, du chômage et de la pauvreté.

Dans l'étude sur le développement, il faut savoir priori la place de la croissance car elle joue un rôle important dans le développement. En plus on ne peut pas s'opérer sans croissance mais on peut envisager une croissance sans développement.

## **Section 2- Théorie de la croissance**

### **2.1 -L'ancienne théorie de la croissance**

#### **2.1.1 -Une vision pessimiste de la croissance : Les théories de la croissance limitée**

- L'état stationnaire de David Ricardo : la croissance se heurte à l'avarice de la nature (rendements décroissants de la terre)

Pour Ricardo l'origine de la croissance c'est le réinvestissement productif du surplus et il disait également que l'augmentation de la population nécessite une augmentation de la production agricole.

Mais les nouvelles terres mises en culture sont soumises aux rendements décroissants. Le coût de production et donc le prix des denrées alimentaires augmentent.

Les industriels doivent augmenter les salaires, qui sont fixés au niveau de subsistance, ce qui réduit leurs profits donc les investissements, bloquant par conséquent la croissance. Le libre échange peut faire pression à la baisse sur les salaires, permettant de rétablir les profits. Mais c'est une solution de court terme. L'état stationnaire est inéluctable à long terme.

### - **La théorie de Marx**

La théorie de MARX par contre rejoint celle du classique et il expliquait que l' Origine de la croissance c'est l'accumulation du capital.

Dans le monde capitaliste, la quête incessante des profits a pour conséquence la substitution du capital au travail. Le chômage se multiplie et les salaires baissent, ce qui diminue la consommation ouvrière et ouvre une crise des débouchés. Alors la baisse tendancielle du taux de profit réduit progressivement l'accumulation du capital et donc la croissance.

- La croissance limitée vue par R. Malthus : la croissance bute sur la loi de la Population

Origine de la croissance : le réinvestissement productif du surplus.

Pour Malthus, la croissance de la terre et donc des subsistances augmentent à un rythme arithmétique tandis que la croissance de la population est géométrique. Cela entraîne de graves crises de famine qui rétablissent, à court terme le rapport entre la population et les subsistances avant que l'écart entre les deux taux de croissance ne provoquent de nouvelles crises.

### **2.1.2 -Une vision optimiste de la croissance**

Cela veut dire que la croissance est illimitée et stable grâce à certains mécanismes d'ajustement

JB Say fait rupture avec la vision pessimiste des économistes classiques

JB Say élargit les facteurs productifs retenus par les Classiques : l'industrie et les services sont des activités productives au même titre que l'agriculture.

La loi des débouchés permet une croissance infinie. Et s'il existe des désajustements, ils sont toujours temporels.

L'épargne, via la répartition des revenus, est une variable d'ajustement qui permet une croissance stable (Kaldor, 1956)

Le néo cambridgien Kaldor atténue le pessimisme du modèle Harrod-Domar en faisant de l'épargne une variable endogène d'ajustement.

Pour Kaldor, le taux d'épargne d'un pays est une fonction croissante de la part des profits dans le produit national car la propension à épargner des capitalistes est supérieure à celle des salariés. Le taux de croissance garanti ( $s/v$ ) devient aussi une fonction croissante du taux de profit.

Cette modification de la propension à épargner assure la stabilité de l'égalité fondamentale  $s/v = gw = gn$ , donc l'équilibre de la croissance car :

- Si  $s/v > gn$ , c'est à dire si le taux de croissance garanti est supérieur au taux de croissance naturel, il y a pénurie de main d'œuvre. Donc le salaire augmente, la part des profits diminue, la propension à épargner baisse, alors le taux de croissance garanti est ralenti : la stabilité de la croissance est assurée.

- Inversement, si  $s/v < gn$ , c'est à dire si le taux de croissance garanti est inférieur au taux de croissance naturel, le chômage se développe. Donc le salaire diminue, la part des profits augmente, la propension à épargner s'accroît, alors le taux de croissance garanti s'accélère : la stabilité de la croissance est assurée.

Les variations du coefficient de capital permettent la stabilité de la croissance

Face à la difficulté rencontrée par le modèle Harrod-Domar à apprécier le comportement d'investissement, les néoclassiques décident de retenir une autre fonction de production.

Solow a essayé d'effectuer une synthèse entre l'approche keynésienne et la théorie néoclassique, ce qui explique que son point de départ corresponde aux conclusions de

Harrod et Domar. Solow admet toutes les hypothèses des deux économistes sauf celle des proportions fixes de capital et de travail.

Le modèle de synthèse de Solow repose aussi sur des hypothèses néoclassiques :

- La fonction de production comprend deux facteurs : K et L

- Les facteurs de productions sont substituables donc le coefficient de capital est variable
- La productivité marginale du capital est décroissante
- Toute l'épargne est investie

Ces sont les mécanismes autorégulateurs du marché qui jouent un rôle central dans la stabilité de la croissance :

- Si  $s/v > gn$ , c'est à dire si la croissance économique est supérieure à la croissance démographique, il y a pénurie de main d'oeuvre, donc hausse des salaires. Les entrepreneurs substituent alors du capital au travail. Le coefficient de capital,  $v = K/Y$ , augmente, ce qui diminue le rapport  $s/v$ , lequel tend vers  $n$ .
- Inversement, si  $s/v < gn$ , c'est à dire si la croissance économique est inférieure à la croissance démographique, il y a du chômage, donc baisse des salaires. Les entrepreneurs substituent alors du travail au capital. Le coefficient de capital,  $v = K/Y$ , diminue, ce qui augmente le rapport  $s/v$ , lequel tend vers  $n$ .

La croissance est illimitée à condition que la population augmente et qu'il y ait des progrès techniques. Sinon, elle s'arrête. La croissance est donc liée à des facteurs exogènes à savoir les progrès techniques essentiellement et la croissance de la population à long terme. Par conséquent les comportements économiques des agents, les modifications du taux d'épargne qui constituent le mécanisme d'ajustement pour Kaldor, n'influent pas à long terme sur le taux de croissance économique dans le modèle de

Solow.

Ce modèle comparé à celui de Harrod et Domar permet d'apprécier le rôle fondamental des hypothèses retenues et l'importance du choix de la fonction de production.

## 2.2 -La nouvelle théorie de la croissance ou Théorie de la croissance endogène

### 2.2.1 –Les caractéristiques de la théorie endogène

La théorie de la croissance endogène a pour objet d'expliquer la croissance économique à partir de processus et de décisions microéconomiques. Elle est apparue en réponse aux modèles de croissance exogène, en particulier le modèle de Solow, qui fondait la

croissance économique sur le progrès technologique, mais n'expliquait pas l'origine de ce progrès. Ce sujet est devenu un domaine d'étude majeur des sciences économiques.

La tâche des théoriciens de la croissance endogène a donc été de chercher les ressorts de l'économie qui lui permettent de croître durablement.

Kenneth Arrow affine ce modèle de la croissance endogène en faisant dépendre la fonction de progrès de la quantité de connaissances déjà accumulée (qui sera plus tard appelée capital humain), ce qui permet d'avoir une économie à rendements d'échelle croissants tout en ayant des firmes à rendement au mieux constant. Cependant, ce résultat ne peut être obtenu si le taux de croissance de l'économie est constant.

Paul Romer, enfin, lève cette restriction en 1986, en partant d'une fonction de production admettant un nombre variable de paramètres, correspondant aux différentes catégories de biens d'équipement, et en montrant comment la recherche et développement permet l'apparition de nouvelles catégories.

## 2.2.2 -Quatre facteurs influents la croissance endogène

La théorie de la croissance endogène a identifié quatre facteurs principaux de croissance : les rendements d'échelle, la recherche (ou innovation), la connaissance (ou capital humain), et l'intervention judicieuse de l'État.

- Les rendements d'échelle

Si les rendements d'échelle sont majoritairement constants, certains investissements peuvent entraîner des rendements croissants, qui augmentent ainsi le capital physique et poussent la croissance. Par exemple, les infrastructures publiques causent des externalités positives en permettant des économies internes chez les producteurs privés.

- L'innovation

Le progrès technique est réintégré au cœur de la croissance, ce n'est plus un « résidu » par rapport à l'apport des facteurs de production traditionnels considérés endogènes (ressources naturelles, capital, travail). C'est le modèle fondateur de Paul Romer qui rend endogène l'innovation car il la fait dépendre du comportement, des initiatives et du développement des compétences des agents économiques. L'innovation est alors une activité à rendement croissant qui augmente le stock de connaissances, et le « débordement » de ces connaissances

finit par être bénéfique à tous, au lieu de se limiter à la firme innovante. Les firmes sont alors interdépendantes, la « course à l'innovation » de chaque firme bénéficie à l'ensemble des firmes et tire l'économie vers la croissance.

- Le capital humain

Dans cette nouvelle théorie de la croissance le capital humain est très important.

Rebelo en 1990 va introduire dans son modèle l'existence d'un capital humain qu'il note H, la dimension du travail L disparaît au profit d'un capital physique couplé avec le capital humain dans la fonction de production  $F(K, H)$ .

Le capital humain désigne l'ensemble des formations, connaissances et bonne santé du travailleur qui le rendent plus productif. La mesure numérique du capital humain reste néanmoins subjective, mais cela permet de montrer l'importance d'un système éducatif et de santé important.

- L'action publique

L'action publique peut augmenter la productivité de l'économie, par exemple en augmentant le stock de connaissances (le capital humain) ou les infrastructures publiques; respectivement popularisé par Robert E. Lucas et Robert Barro. Dans le cas des infrastructures publiques, Robert Barro conclut qu'elles facilitent la circulation des biens, des personnes, et de l'information, et que leur financement par l'impôt est alors bénéfique.

Cette théorie, notamment concernant le rôle des pouvoirs publics, a cependant été critiquée pour ne pas apporter plus de résultats que le modèle de Solow classique (modèle de croissance exogène).

## CHAPITRE 2- L'ECONOMIE DE MADAGASCAR

Avant de parler et d'étudier l'économie rurale et le problème du développement rural de Madagascar, parlons d'abord de l'économie en générale de la grande île et ses caractéristiques.

Dans cette partie on va parler de l'agriculture car c'est la base de l'économie de notre pays, puis on va parler de liens entre la pauvreté et l'agriculture et va analyser ce que c'est la pauvreté pour comprendre mieux notre étude.

En fait, l'économie malgache se caractérise globalement par une tendance récessive qui se perpétue depuis des décennies, faisant chuter le produit intérieur brut (PIB) par habitant. En allant plus loin Madagascar est l'un des rares pays du continent où la population a subi une baisse continue de son niveau de vie durant plusieurs décennies, malgré un niveau de capital humain, des ressources naturelles et des conditions sociales plus avantageuses que la plupart des autres pays d'Afrique subsaharienne. Malgré un fragile retour à la croissance économique depuis 1997, le PIB par habitant en parité de pouvoir d'achat (PPA) n'avait pas réussi à rattraper en 2003 à cause de la crise en 2002. Ces conditions sont exacerbées par la forte croissance de la pauvreté, notamment rurale, qui touchait 71 % de la population malgache pour la période 1999-2005 contre 43 % dans les années 1960<sup>1</sup>.

Les problèmes économiques de Madagascar des deux dernières décennies. Fondée sur le collectivisme agraire et la nationalisation des secteurs clefs de l'économie comme l'agriculture.

L'agriculture, qui devait être le fer de lance de la révolution socialiste en réalisant l'autosuffisance alimentaire de notre pays, conduit plutôt à l'importation de plusieurs produits de base comme le riz. Un manque de dynamisme généralisé de la production agricole stagne rapidement les villes déjà coupées des approvisionnements par une dégradation significative des infrastructures routières. L'importation de produits de base, la dévaluation du franc malgache, la sous-production de l'industrie et les conjonctures économiques internationales font de la dette extérieure malgache, un poids de 3,5 milliards de dollars américains en 2004<sup>2</sup>. Le contexte national, exacerbé par le népotisme du régime et par une crise économique

---

<sup>1</sup> Banque mondiale, 2006

<sup>2</sup> Banque mondiale, 2006

mondiale au début des années 1980, nous mène vers une impasse économique et politique qui contribue à la dégradation des conditions de vie de la population et à la récession.

À ce titre, Madagascar ne fait pas exception : comme l'ensemble des pays d'Afrique subsaharienne, la décennie 1980 représente une période charnière sur le plan des stratégies économiques.

On peut dire alors que l'économie de Madagascar est primaire, désarticulée et en plus sous exploitée. Primaire parce que presque toute la population vivent de l'agriculture, désarticulée car la totalité des produits d'exportations sont constitués des matières premières agricoles en plus les économistes ne se mobilisent pas et ne passent directement à l'acte, ils ne font que rêver. Sous exploitée car bon nombre de ressources naturelles ne sont pas valorisées .on peut dire alors qu'il possède un large potentiel pour satisfaire les besoins interne et permette au pays de se développer.

Pour mieux connaitre l'économie de Madagascar et pour approfondir son problème de développement, il faut parler de l'agriculture et son importance dans la vie des malgaches.

### **Section1- Diversité agro écologique et disparités de potentiel**

Avec sa superficie de 587 041 km<sup>2</sup><sup>1</sup>, Madagascar est le quatrième pays insulaire du monde par ordre de grandeur. Il dispose de ressources naturelles abondantes quoique fragiles (80% sont endémiques) ainsi que de sols fertiles et les précipitations sont importantes, mais le potentiel de production agro-pastoral, la disponibilité des terres et leur facilité d'accès varient énormément selon les régions du pays. Les hauts plateaux du centre,dont l'altitude varie de 900 à 1 800 m<sup>2</sup>, jouissent d'un climat tropical d'altitude favorable à un grand nombre de cultures vivrières, dont le riz, principal aliment de base. En raison du terrain accidenté, les échanges interrégionaux y sont limités et les dépenses d'infrastructure élevées. Les zones côtières orientales, fréquemment touchées par des cyclones, bénéficient toutefois d'un climat tropical humide adapté à diverses cultures de rente tropicales. Les plaines occidentales couvertes par la savane et les forêts sèches ont un climat tropical sec et sont mieux adaptées à l'élevage, l'aquaculture et, dans une certaine mesure, la riziculture irriguée. Le sud,avec son

---

<sup>1</sup> INSTAT ,2003

<sup>2</sup> INSTAT ,2003

climat semi-aride, de faibles précipitations et une sècheresse récurrente, est davantage spécialisé dans la culture des pois et du manioc.

Les caractéristiques géographiques du pays ont déterminé l'approche du développement adoptée par le gouvernement, qui cherche à promouvoir le développement à travers des "pôles régionaux de croissance".

## **Section2- Croissance démographique**

La population de Madagascar, qui a doublé ces 25 dernières années, était estimée à 17,9 millions d'habitants<sup>1</sup>, dont 85% vivent dans les zones rurales, avec des densités irrégulières variant de plus de 100 habitants/km<sup>2</sup> dans les zones centrale et orientale, à moins de 10 habitants/km<sup>2</sup> dans les régions occidentale et méridionale<sup>2</sup>. Avec un taux de croissance annuel moyen de 2,8%, la population devrait encore doubler au cours des 25 prochaines années. La croissance démographique rapide accroît la pression foncière et limite l'accès à la terre pour les jeunes générations, en particulier dans les régions centrale et orientale. En même temps, les migrations vers les zones moins peuplées du centre et de l'ouest du pays sont limitées, en raison des faibles capacités d'investissement, du manque de services d'appui et d'infrastructures sociales ainsi que de l'insécurité liée au vol de bétail. Cependant, le ratio population rurale sur population urbaine est en baisse, en raison des effets conjugués d'un taux de croissance plus bas dans les campagnes (2,3%) et du développement rapide de centres secondaires. L'équilibre entre population rurale et population urbaine devrait être atteint vers 2030, ce qui devrait créer de nouveaux débouchés commerciaux importants pour les producteurs ruraux.

Les zones rurales sont donc confrontées à un double défi: faire face à la croissance de la population urbaine par une augmentation significative de la production agricole, et réorienter une partie de la population active vers de nouveaux secteurs, non agricoles.

---

<sup>1</sup> INSTAT, 2004

<sup>2</sup> INSTAT, 2004

### **Section 3 - Répartition inéquitable des bénéfices de la croissance**

Pendant la dernière décennie, l'économie de Madagascar a été marquée par le contraste entre, d'une part, le développement d'un secteur industriel porté par la production textile et les zones franches et, d'autre part, une agriculture stagnante qui reste néanmoins la principale source de subsistance pour la majorité de la population. Entre 1997 et 2001, le rétablissement des équilibres macro-économiques, la libéralisation économique soutenue et l'augmentation des investissements étrangers et des exportations industrielles ont entraîné une croissance économique annuelle de 4,5% tandis que la pauvreté reculait légèrement, passant en dessous de 70%. Mais, faute de mesures de redistribution, les progrès économiques ont essentiellement profité aux zones urbaines. Dans les zones rurales, où la plupart des familles pratiquent une production vivrière de subsistance, en revanche, la performance médiocre de l'agriculture, les prix bas et l'absence de politiques d'appui appropriées ont conduit à une recrudescence de la pauvreté: entre 1997 et 1999, le pouvoir d'achat a augmenté de 18% dans les villes mais a diminué de 5% dans les zones rurales<sup>1</sup>. La crise postélectorale de 2002, marquée par l'insécurité et l'effondrement du secteur des transports, a réduit à néant les gains des années 1990 et a déterminé un taux de croissance négatif de 12,7% ainsi qu'une nouvelle augmentation du taux de pauvreté, passé à 80%. Le redressement a toutefois été rapide et le taux de croissance économique s'est stabilisé aux environs de 5% en 2004<sup>2</sup>. Le PIB par tête était cependant encore estimé à 285 USD en 2005<sup>3</sup>. Pour stimuler une croissance généralisée propice à l'amélioration du niveau de vie dans les zones rurales, la stratégie du gouvernement mise sur la diversification économique, le développement des investissements étrangers directs, une intégration renforcée dans les marchés régionaux et internationaux et la poursuite des réformes économiques, en vue d'améliorer la gestion des dépenses publiques et d'accroître les recettes fiscales. L'aide extérieure reste importante (équivalente à 11,8% du PIB en 2005): elle devrait couvrir approximativement 40% des dépenses publiques en 2006. Madagascar a atteint le point d'achèvement de l'initiative PPTE en octobre 2004, ce qui devrait entraîner une réduction de sa dette extérieure de 75%<sup>4</sup>. Les ressources ainsi dégagées doivent financer la mise en œuvre de la stratégie nationale de réduction de la pauvreté.

---

<sup>1</sup> INSTAT, 2003

<sup>2</sup> Banque mondiale, 2006

<sup>3</sup> Banque mondiale, 2006

<sup>4</sup> Banque mondiale, 2006

## **Section4- Développement humain**

Les effets conjugués des avancées dans le domaine de l'éducation et de la croissance économique ont eu des retombées positives sur l'indice du développement humain (IDH) établi par le Programme des Nations Unies pour le développement, qui est passé de 0,454 en 1998 à 0,499 en 2005, plaçant le pays au 146e rang sur 177. L'introduction de la gratuité de l'enseignement primaire et une augmentation de la part des dépenses publiques affectée à l'éducation ont fait grimper le taux de scolarisation primaire à 97% en 2004 (alors qu'il était de 72% en 1998), tandis que la proportion des écoliers achevant le cycle primaire est passée de 33% à 47% entre 1998 et 2004. Cependant, l'analphabétisme touche encore 26% des hommes et 39% des femmes. L'espérance de vie est estimée à 55 ans (2004) et le taux de mortalité infantile a diminué, passant de 970/00 en 1997 à 840/00 en 2002<sup>1</sup>. Toutefois, 44% seulement des ménages ont recours aux services de santé, en raison de leurs faibles revenus et des longues distances à parcourir. La prévalence du VIH/sida n'était que de 0,3% en 2001. Du point de vue de l'IDH, les discriminations en fonction du sexe sont mineures: en 2002, avec une valeur de 0,477, l'indice sexospécifique du développement humain était jugé positif.

## **Section5- Que savons-nous de la pauvreté ?**

### **5.1- La pauvreté est surtout un phénomène rural.**

Selon les estimations de l'INSTAT (2003), environ 85% des pauvres à Madagascar vivaient en zone rurale en 2001 (tandis que la population rurale représente 77% de la population totale de Madagascar).

En outre, la plupart des pauvres dans les zones rurales travaillent dans le secteur agricole, ce qui signifie que le développement agricole devrait particulièrement bénéficier aux pauvres.

### **5.2- Rapport entre la pauvreté et l'économie**

Il existe un rapport très étroit entre la pauvreté et les actifs de chaque ménage (capital humain, capital en ressources naturelles, et ou biens matériels), ainsi que les technologies utilisées.

---

<sup>1</sup> INSTAT, 2004

De nombreuses études ont montré les faiblesses ainsi que la dégradation du secteur de l'éducation à Madagascar<sup>1</sup>. Ceci a des impacts sur les niveaux de pauvreté.

Par ailleurs, les pauvres à Madagascar ont accès à moins de ressources naturelles et capital physique.

### **5.3- Conditions géographiques et environnement biophysique influent sur la pauvreté.**

La pauvreté chronique est fortement liée à la situation géographique, aussi bien à l'échelle des nations qu'au niveau des régions sous continentales (Gallup et Sachs, 1998) de même qu'à l'échelle intra nationale.

Les ressources naturelles telles que le sol, les forêts et l'eau représentent un intrant très important en économie rurale. Les maladies infectieuses et autres maladies dépendant du climat, constituent des menaces pour l'activité de production. La gestion locale a une influence sur la fourniture de biens publics, et le caractère périssable et la faible valeur du ratio valeur quantité des matières premières font que l'accès au marché est crucial pour la rentabilité des activités. La géographie conditionne et détermine ainsi vraiment le degré de pauvreté

---

<sup>1</sup> Banque mondiale, 2002

## **Chapitre 3- AGRICULTURE ET PAUVRETE RURALE**

### **Section1- Situation économique actuelle en milieu rural**

On sait maintenant que le secteur rural est la source de développement de Madagascar. C'est important alors d'étudier en particulier la situation rurale.

Dans le deuxième chapitre, on va parler du développement rural en général, les variables explicatives des activités rurales ensuite on va parler de ses problèmes.

Au moins 75% des pauvres de Madagascar sont des agriculteurs et, en particulier, 70% des pauvres qui sont des petits exploitants agricoles, c'est-à-dire des paysans qui exploitent des parcelles de moins de 1 ha, donc les agriculteurs font des autos consommations pour satisfaire leurs besoins.

Le développement rural dynamique et l'effective réduction de la pauvreté sont à la base des efforts du gouvernement. Nos régions rurales vont prospérer à travers l'augmentation substantielle de la production agricole et la création de centres d'agrobusiness dans chaque région, et la satisfaction des besoins tels que l'irrigation, les semences, et les installations de stockage. Ces centres vont donner des formations, des expertises et des meilleures idées pour raffermir le secteur agricole. Donc le problème de développement

#### **1.1-Population rurale et population agricole**

##### **1.1.2- L'effectif de la population rurale**

La population rurale étant définie comme la population totale des districts qu'on avait ôté de la base de sondage les centres urbains.

La population agricole est l'ensemble des personnes qui constituent le ménage de l'exploitant. On voit dans ce tableau que le nombre de la population rural augmente chaque année

**Tableau1** : les effectifs de la population rurale

<b>FARITANY</b>	<b>2001</b>	<b>2002</b>	<b>2003</b>	<b>2004</b>
ANTANANARIVO	3 120 200	3 213 590	3 309 770	3 408 830
FIANARANTSOA	2 866 870	2 952 340	3 040 350	3 130 980
TOAMASINA	1 882 140	1 938 390	1 996 320	2 055 980
MAHAJANGA	1 381 840	1 423 510	1 466 430	1 510 640
TULIARA	1 793 870	1 847 930	1 903 610	1 960 970
ANTSIRANANA	981 730	1 010 960	1 041 060	1 072 050
MADAGASIKARA	12 026 650	12 386 720	12 757 540	13 139 450

Source : service des statistiques agricoles/DSI

### **1.1.2- L'effectif de la population agricole**

L'exploitation agricole étant définie comme une unité technico-économique de production agricole comprenant tous les animaux qui s'y trouvent et toute la terre utilisée entièrement ou en partie pour la production agricole et qui, soumise à une direction unique est exploitée par une personne seule ou accompagnée d'autres personnes indépendamment du titre de possession, du statut juridique, de la taille et de l'emplacement.

Tableau 2 : L'effectif de la population agricole

FARITANY	2001	2002	2003	2004
ANTANANARIVO	2 924 460	3 002 980	3 083 600	3 166 380
FIANARANTSOA	2 563 230	2 586 730	2 610 440	2 634 370
TOAMASINA	1 667 980	1 717 430	1 768 340	1 820 760
MAHAJANGA	1 372 890	1 414 600	1 457 570	1 501 840
TOLIARY	1 658 040	1 707 530	1 758 490	1 810 970
ANTSIRANANA	1 115 200	1 228 610	1 353 550	1 491 200
MADAGASIKARA	11 301 800	11 657 880	12 031 990	12 425 520

Source : Service des Statistiques Agricoles /DSI

- Les données sur les populations rurales et agricoles concernent les années de 2001 à 2004. Il est à noter que ce sont des estimations faites par le Service des Statistiques Agricoles.
- Pour le cas du nombre des exploitations agricoles, les données de l'annuaire 2003 sont obtenues à partir des résultats de l'Enquête Légère sur la Production Agricole réalisée en novembre et décembre 2003.

## 1.2- Agriculture en déclin

L'agriculture constitue le pilier de l'économie du pays: elle emploie 80% des familles malgaches et compte pour 30% du PIB. En dépit d'un potentiel agro écologique incontestable, la mauvaise performance du secteur est une cause majeure de la pauvreté rurale. Entre 1985 et 1999, la production agricole a progressé annuellement de 1% en moyenne, bien en deçà de la croissance démographique. La production de riz, qui est le principal aliment de base et représente 70% de la production agricole totale, est tombée de 284 à 161 kg/habitant/an entre 1970 et 2003. Les rendements du riz n'ont jamais dépassé 2,1 t/ha pendant les 30 dernières années et, aujourd'hui, le pays importe de 5% à 10% de la consommation nationale de riz. La performance médiocre de l'agriculture est imputable à des faiblesses structurelles (y compris la dégradation environnementale, l'utilisation de techniques traditionnelles, l'accès insuffisant aux services d'appui, l'insécurité du régime foncier, le mauvais état du réseau routier), aggravées par une forte vulnérabilité aux aléas climatiques.

Elle trahit également le fait que l'allocation des ressources a, par le passé, favorisé les zones urbaines et le secteur industriel, et reflète l'absence de mesures adéquates pour surmonter les contraintes structurelles, ainsi que la dispersion et le manque de coordination des interventions des bailleurs de fonds, qui génèrent des impacts limités. Le secteur non agricole représente une autre source possible de revenus qui pourrait profiter à une population rurale croissante.

Cependant, à cause du faible niveau de développement général dans certaines régions, les micros entreprises et petites entreprises rurales ont eu du mal à s'implanter et comptent pour moins de 10% des revenus ruraux; leur développement reste un domaine à exploiter.

### **1.3 - Moyens d'existence ruraux**

En 2004, 74% de la population totale vivait en dessous du seuil de pauvreté. Toutefois, les moyennes nationales masquent des disparités importantes entre zones géographiques ou, au sein d'une même zone, entre différents groupes sociaux. En 2001, le revenu agricole moyen (y compris l'autoconsommation) oscillait entre 180 000 ariary (81 USD) pour le quintile le plus pauvre et 480 000 ariary (217 USD) pour le plus riche, en fonction du niveau d'éducation, de la surface cultivée, de l'accès au réseau routier et de la capacité de stockage de la production agricole (pour la vendre lorsque les prix sont au plus haut). La majorité des ruraux pauvres vivent d'une agriculture de subsistance. Le riz est cultivé par 86% des ménages, couvre en moyenne 40% des surfaces cultivées et représente 37% des revenus agricoles monétaires. Les autres productions commerciales varient en fonction des conditions agro écologiques et des débouchés commerciaux, depuis la production laitière, l'élevage de volailles, la culture de fruits et légumes pour le marché intérieur sur les hauts plateaux, jusqu'à la culture de la vanille, des épices et des litchis pour l'exportation dans les régions du nord et de l'est. Cependant, 75% environ de la production familiale est destinée à l'autoconsommation. Les ménages ruraux sont davantage touchés par l'analphabétisme (61% contre 26% [hommes] et 39% [femmes]) au niveau national et ont un niveau d'éducation moins élevé (seuls 12% des enfants ruraux achèvent le cycle primaire contre 60% dans les zones urbaines). Ils ont moins facilement accès aux services de santé et vivent dans les districts les moins accessibles, où le marché quotidien le plus proche est en moyenne à 8 heures de marche.

#### **1.4 - Disparités régionales en matière de pauvreté**

Dans certaines régions (par exemple, Vatovavy Fitovinany, Betsiboka, Haute Matsiatra), les zones vulnérables et les zones de croissance sont nettement différenciées en fonction de critères géographiques tels que l'accès à l'eau et aux ressources naturelles, la vulnérabilité aux crises naturelles, la densité de population, la sécurité, l'accès aux infrastructures et au réseau routier. Dans d'autres régions (par exemple, Itasy ou Analamanga), pauvres et riches cohabitent et les facteurs déterminant la pauvreté sont liés au régime foncier et à la sécurité d'occupation des terres, à la taille de la famille, au niveau d'éducation du chef de famille et à l'accès aux services de santé, à la durée de la saison de soudure. Les autres facteurs importants de l'inégalité sociale sont: i) les traditions et l'organisation sociales qui imposent de lourds sacrifices aux familles pauvres, mais constituent en même temps un mécanisme de protection sociale, ii) les relations sociales, qui ont tendance à concentrer dans les mains des élites locales masculines l'accès aux facteurs de production et le pouvoir de décision, iii) les décisions politiques sur lesquelles les pauvres n'ont aucune influence. Ces inégalités sont encore plus accentuées pour les femmes. La durée du travail est de 15% plus longue pour les femmes que pour les hommes: elles consacrent en effet 75% de leur temps à des activités non commerciales et ménagères. Cependant, les ménages ayant une femme à leur tête (17% des ménages ruraux) sont aussi productifs que les ménages dirigés par un homme et, contre toute attente, ils accèdent plus facilement aux intrants et aux services de vulgarisation (14%) que les ménages dirigés par un homme (9%). Or, le crédit reste quasiment inaccessible aux femmes, qui possèdent en outre moins de terres que les hommes et recrutent moins de main-d'œuvre.

#### **1-5 La formation rurale et agricole à Madagascar**

Le secteur Agricole (agriculture, élevage et pêche) occupe une place prépondérante au sein de l'économie Malgache. Il est le principal pourvoyeur de valeur ajoutée, le principal gisement d'emplois et l'un des principaux fournisseurs de devises, mais aussi, il contribue à la sécurité alimentaire du pays et des ménages.

Ce secteur vital est actuellement « malmené » par les évolutions rapides des règles du commerce international des produits Agricoles, auxquels il a du mal à s'adapter, bien qu'il dispose d'avantages comparatifs indéniables.

Pour conserver sa position, le secteur Agricole malgache a besoin d'opérer un certain nombre de transformations. Les principales caractéristiques ont été consignées dans la feuille de route 2005-2012 de Madagascar.

A cet effet, la Formation Agricole constitue l'un des outils essentiels d'adaptation du secteur aux nouveaux enjeux et de concrétisation de la Politique générale de l'Etat, cela en perspective des mutations démographiques qui se dessinent.

Une étude diagnostic de la Formation Agricole et Rurale à Madagascar a été réalisée et a permis de faire le point sur l'ensemble des problématiques liées à la FAR Malagasy et de formuler un ensemble de propositions.

## **SECTION 2- LES PROBLEMES DE DEVELOPPEMENT EN MILIEU RURAL**

Dans cette section on va étudier le lien entre la production agricole et la pauvreté rurale. Pour évaluer les déterminants de la production agricole, nous avons choisi l'approche de la fonction de production primaire.

Du fait d'un manque d'informations, particulièrement l'inexistence de données Sous-régionales sur les prix des intrants et les coûts de la main d'œuvre agricole .Mais L'insécurité en milieu rural, considérée comme une cause principale de

La faiblesse de la productivité agricole au milieu rural car la sécurité tient un rôle très important dans la détermination du niveau de vie de la productivité.

### **2.1-L'insécurité rurale**

Les activités agricoles affrontent trois formes d'insécurité qui touchent respectivement de la production même.

#### **2.1.1- Vulnérabilité face aux risques et insécurité alimentaire**

Les petits exploitants malgaches sont confrontés à des risques inhabituellement nombreux. Les aléas climatiques (cyclones, sécheresses, inondations, grêle) sont fréquents: chaque région est frappée au moins une fois tous les trois ans. Les ravageurs et les maladies phytosanitaires sont également courants, avec 60 à 75% de toutes les communes touchées entre 1998 et 2001. Les agriculteurs sont confrontés au niveau local à la concurrence des produits importés et au manque de capacité d'entreposage qui ne permet pas d'équilibrer l'offre des produits locaux sur les marchés intérieurs. La saison de soudure dure en moyenne 4 mois par an, durant lesquels les ménages pauvres qui n'ont pas pu mettre de côté des réserves de vivres suffisantes doivent acheter les denrées de base au prix fort. Les stratégies de survie destinées à fournir un apport alimentaire suffisant et à minimiser les risques sont multiples: i) la diversification des activités agricoles moyennant le défrichement de terres marginales, la location de terres ou le développement d'activités non agricoles; ii) les migrations saisonnières ou permanentes; iii) la mobilisation communautaire en faveur d'objectifs sociaux (par exemple construction de salles de classe, paiement des salaires des enseignants, systèmes d'assurance maladie) et d'activités économiques (par exemple entraide, organisations communautaires et cultures collectives); iv) le travail salarié. Les mécanismes institutionnels susceptibles d'atténuer les risques liés à la production restent limités.

### **2.1.2- Insécurité sociale et insécurité de la production :**

La sécurité au niveau de la société rurale est instable notamment la sécurité des biens et des personnes surtout celles qui ont de niveau de vie meilleur par rapport aux autres. Les malfaiteurs agissent par jalousie ou pour la raison qu'ils vivent dans une situation déprimante (pauvreté extrême). Ils dérobent les familles dont les greniers sont pleins et les réserves financières sont importantes. Ainsi, produire plus que les autres est un grand danger pour les producteurs agricoles. Cette mentalité est un des facteurs de la faiblesse de la productivité rurale surtout pour l'agriculture et l'élevage.

Le niveau de la productivité dépend également de la pluviosité et des cataclysmes naturels. Les producteurs agricoles non professionnalisés ne maîtrisent pas l'eau. Les cultures pluviales sont alors soumises aux aléas climatiques. Le non expérimentation des producteurs au métier leur empêche de protéger les cultures contre l'abondance de l'eau en période de pluie et de cyclone. Ce même problème ne leur permet pas non plus d'avoir accès aux terres irriguées pendant la saison sèche. Les plantes peuvent bien lever et bien grandir mais elles

peuvent ensuite être détruites brutalement. Elles peuvent aussi tomber malade. Plusieurs sont les ennemis des cultures, de la riziculture en particulier : les animaux sauvages comme le « fody », les insectes comme les criquets, les punaises, les charançons, les sauterelles et surtout les vers des marécages, les rongeurs qui s'attaquent directement aux stocks de riz dans le grenier.

### **2.1.3- Insécurité foncière :**

Pour 67% des ménages (2001), l'insécurité foncière représente un obstacle à l'augmentation de la productivité agricole. Bien que 30% seulement de la surface totale des terres arables soient actuellement cultivées, les exploitations ne dépassent pas 1,3 ha en moyenne et sont morcelées en parcelles exiguës, ce qui exclut la mécanisation et l'utilisation efficace des facteurs de production. Les procédures d'immatriculation foncière étaient fortement centralisées, extrêmement longues et très coûteuses, ce qui a favorisé le développement d'un système d'immatriculation informel. La nouvelle politique foncière (2005) vise à sécuriser la propriété foncière en créant un environnement législatif et institutionnel plus efficace et en établissant un système décentralisé de gestion foncière. L'environnement et la protection des ressources naturelles, problèmes cruciaux en milieu rural, ont été sérieusement mis à mal par la croissance démographique au cours des cent dernières années. Le déboisement (forêt sèche sur la côte occidentale et forêt humide sur la côte orientale) et la dégradation des terres (en particulier l'érosion sur les hauts plateaux) sont d'importants sujets de préoccupation

L'accès à la terre est une contrainte majeure pour les pauvres. Si les paysans pauvres avaient plus de terres, ils arriveraient à avoir un rendement plus élevé que les riches sur le même terrain. Par ailleurs, les droits de propriétés formels sur un terrain ne montrent pas d'effet sur la productivité agricole.

Les variables relatives au foncier à savoir la taille de la parcelle cultivée, qualité de la terre et Sécurité des droits de propriété affectent la production agricole de différentes manières. L'accroissement de la superficie cultivée correspond à un accroissement de la production.

La crise foncière à Madagascar est alors une source de blocage économique et de conflits, surtout en matière de développement agricole. La crise foncière qui prévaut à Madagascar depuis plusieurs décennies.

Présomption de domanialité, étant donc propriétaire par défaut de toute terre qui n'est pas immatriculée, ceci jusqu'à la modification de la loi en 2005. La mise en valeur du domaine privé national par les paysans leur offrait cependant la possibilité de faire une demande d'immatriculation, afin de sécuriser leurs droits sur la terre qu'ils avaient mise en valeur. Ce que certain ne manquent pas de faire, mais la procédure est coûteuse et longue.

Pourtant, les titres de propriétés se sont révélés inaccessibles pour la quasi-totalité des exploitants agricoles. Non seulement le coût d'accès à un titre est élevé mais aussi les ménages agricoles ont une faible connaissance sur la procédure d'acquisition des terrains ruraux. Ceux qui les connaissent sont découragés par sa durée trop longue et sa complexité.

#### **- Accès à la terre**

Le principal mode d'acquisition de la terre cultivée est la possession, comme le montre le tableau suivant (tableau 1). La terre se transmet essentiellement (à 60 %) par héritage. De plus, on observe une proportion non négligeable de l'exploitation de terre sans frais (des terrains domaniaux essentiellement). L'une des raisons en est la pression démographique qui implique la nécessité, non sans risques, de mettre en valeur d'autres terres. Il s'avérerait nécessaire de régulariser ces situations afin, d'une part, de sécuriser les investissements qui pourraient être réalisés et, d'autre part, d'éliminer l'accaparement légalisé de terres par quelques initiés au courant des formalités juridiques.

**Tableau 3-- Surface exploitée par tête: moyenne incluant ceux qui n'ont pas accès à la terre.**

	RURAL	URBAINE
Total exploitée (en ares)	47	10
Dont:	30	5
Possédée	14	4
Exploitée sans frais	2	1
Louée		
Exploitée en métayage		

Source: INSTAT 2003

- **Les ménages sans accès aux terres**

Il existe des ménages qui n'ont pas du tout accès à la terre, ou ne l'utilisent pas dans des activités de production, comme le montre le tableau 4 ; 59% des ménages en milieu urbain n'ont pas accès à la terre (c'est-à-dire ne l'utilisent pas), contre 7% en milieu rural, ce qui donne une moyenne nationale de 17%. Bien sûr, la possibilité d'exercer d'autres activités atténue le rôle de la terre en milieu urbain. Toutefois, 14% des plus riches en milieu rural n'utilisent pas la terre (tableau 4)

**Tableau 4 -- Proportion des ménages sans accès à la terre, par quintile de dépense**

<b>QUINTILE DES DEPENSES</b>	<b>URBAIN</b>	<b>RURAL</b>
1 (plus pauvre)	38%	4%
2	51%	3%
3	61%	6%
4	65%	6%
5 (plus riche)	82%	14%
tous	59%	7%

Source: INSTAT 2003

**Tableau 5 -- Surface possédée par tête en milieu rural** (moyennes incluant ceux qui n'en ont pas du tout)

<b>SURFACE POSSEDEE PAR TETE</b>		
<b>Irriguée</b>	<b>Non Irriguée</b>	<b>TOTAL</b>
6	18	24
10	23	33
10	26	36
16	35	51
21	59	80
13	32	45

Source :INSTAT ,2003

En superficie, les plus riches possèdent trois fois plus de terres que les plus pauvres (tableau 5). Ceci est valable non seulement pour les terres irriguées mais aussi pour celles qui ne sont pas irriguées. Mais déjà, d'après le tableau 2, l'on sait que c'est parmi les plus riches que l'on trouve la plus forte proportion de ménages sans accès à la terre (14 % pour le 5ème quintile). En somme, ils ont beaucoup plus de latitude à choisir leur champ d'activité et donc d'utiliser ou non la terre.

## **2.2 Accès aux services financiers**

Les banques commerciales sont quasiment inaccessibles pour la population rurale si bien que les prêteurs traditionnels restent la source principale de crédit. Toutefois, le secteur de la finance rurale affiche plusieurs tendances encourageantes. Les institutions de micro finance (IMF) rurales ont amélioré leur taux de pénétration, qui est passé de 0,5% à 5% en 15 ans, et elles ont développé leur offre: initialement centrée sur les prêts saisonniers, elle inclut maintenant le crédit stockage, le leasing et les prêts d'urgence. Le développement des IMF est

appuyé par un environnement institutionnel porteur et par la détermination de la communauté des bailleurs de fonds.

Toutefois, les IMF sont encore concentrées pour l'essentiel dans les zones productives et restent des structures fragiles confrontées à des problèmes tels que le manque de personnel qualifié, la faiblesse des contrôles internes et les insuffisances de la gestion du portefeuille. Le gouvernement a approuvé la stratégie nationale de micro finance (2004-2009), et une nouvelle législation sur la micro finance a été récemment adoptée.

### **2.3-Accès aux marchés**

Le manque d'accès aux marchés représente une autre contrainte majeure à l'amélioration du revenu des petits exploitants. Seuls 21% des ménages commercialisent leur production. Les organisations paysannes sont faibles et ne disposent pas d'informations sur les débouchés commerciaux. Les coûts de transaction sont élevés en raison du mauvais état du réseau routier, du manque d'installations de stockage et de la collecte inefficace des récoltes. Les filières sont extrêmement segmentées et mal organisées.

Ce contexte défavorable tend à profiter aux intermédiaires et aux sociétés agro-industrielles et exportatrices, tandis qu'une part toujours plus réduite des bénéfices échoit aux petits agriculteurs. Cependant, des liaisons commerciales prometteuses font leur apparition. Les marchés intérieurs ouvrent des perspectives intéressantes en termes de substitution des produits importés, et la croissance démographique urbaine devrait doper la demande de produits agricoles. L'agro-industrie contractuelle naissante est susceptible de faciliter l'accès des petits agriculteurs aux marchés internationaux, ainsi qu'aux technologies, aux intrants et au crédit. Le développement de l'exportation est toutefois freiné par une âpre concurrence internationale, des normes de qualité de plus en plus rigoureuses, des cours internationaux bas et volatils et, au sein du pays, des coûts de transaction élevés pour les raisons déjà mentionnées. Le mauvais état des routes a un effet direct sur le niveau de pauvreté, qui atteint 85% dans les zones enclavées contre 54% zones rurales qui le sont moins. Le gouvernement, avec l'appui de bailleurs de fonds, est en train de mettre sur pied un important programme de réfection du réseau routier. Sécurité alimentaire et le développement de la riziculture irriguée, essentiellement dans le sud-ouest du pays. La deuxième génération de projets, jusqu'à la fin des années 1990, consistait en des projets ruraux de développement intégré axés sur les investissements dans les infrastructures économiques, d'abord sur les hauts plateaux, puis dans les zones côtières moins peuplées. La troisième génération de projets met plus

spécifiquement l'accent sur des questions sous sectorielles telles que l'accès aux marchés, le foncier et la mise en place d'institutions (associations d'irrigants, institutions de micro finance

#### **2.4-L'éducation en milieu rural.**

L'éducation primaire a le plus grand effet sur la production agricole.

Ce phénomène est mesuré avec une variable dichotomique :

- si le chef de ménage a une formation de l'école primaire, et il montre de résultats significatifs à 1%.
- Les ménages ayant relativement des chefs plus éduqués devraient obtenir 7,5% de production agricole en plus par rapport à ceux qui n'ont pas fini le niveau primaire

En plus les paysans ont peur d'utiliser des nouvelles technologies à cause de l'histoire et par l'habitude .ils persistent à pratiquer les méthodes traditionnelles même si tous ça ne mènent pas à une forte augmentation de la production et à la croissance économique.

**PARTIE 2 :**  
**OBJECTIFS ET STRATEGIE DU**  
**DEVELOPPEMENT RURAL**

Après avoir compris l'économie de Madagascar et de comprendre le problème de développement surtout au milieu rural, il faut savoir que malgré la situation inquiétante de notre économie le gouvernement ne reste pas sans réagir il a imposé plusieurs stratégies de développement et des politiques pour sortir Madagascar de cette impasse.

A cet effet, dans cette deuxième partie on va parler justement de ces stratégies. on va parler d'abord des objectifs de développement, puis on va citer dans le deuxième chapitre les politiques et les stratégies de développement de Madagascar surtout en milieu rural

## **CHAPITRE 1- OBJECTIFS GLOBAUX DE DEVELOPPEMENT DE MADAGASCAR**

### **Section 1- Les objectifs du développement rural en général**

En effet, les objectifs assignés au développement rural pour résoudre les problèmes du développement rural visent à :

- Assurer la sécurité alimentaire ;
- Contribuer à l'amélioration de la croissance économique ;
- Réduire la pauvreté et améliorer les conditions de vie en milieu rural ;
- Promouvoir la gestion durable des ressources naturelles ;
- Promouvoir la formation et l'information en vue d'améliorer la production en milieu rural.

Ces objectifs sont conformes aux politiques sectorielles et à la vision des acteurs centraux et régionaux du développement. Ainsi, les principaux indicateurs objectivement vérifiables concernant le secteur rural seraient l'augmentation du PIB moyen à près de \$400 par habitant à l'horizon 2015, le maintien de la croissance annuelle du secteur agricole de 4%, la réduction du poids relatif du secteur primaire de 36% actuellement à 25% en 2015, une augmentation de la productivité par travailleur par an de l'ordre de 2,40%, les taux de fréquentation et d'accès aux services publics de base.

## **Section 2- Missions et objectifs Le Plan d'action pour le développement rural (PADR)**

### **1) Le contexte du PADR**

C'est dans ce contexte et pour répondre aux besoins de décloisonnement intersectoriel que le Gouvernement a mis à jour l'institutionnalisation du Plan d'Action pour le développement rural (PADR) à travers le décret n° 2006-278 du 25 Avril 2006. Il a été précisé que le PADR est un cadre permettant de concevoir, définir et orienter les stratégies et les programmes de développement rural à Madagascar et le Programme National de Développement Rural (PNDR), comme le document référentiel de base à tous les programmes et projets de développement rural.

Le PADR dont l'ancrage institutionnel est au niveau de la Primature est donc le dispositif de pilotage, de coordination et d'harmonisation des actions de Développement Rural, il vise la promotion d'un processus participatif d'élaboration, de planification et de priorisation des actions à mener pour le développement rural.

A ce titre, avec l'adoption du MAP comme document politique qui précise et développe les orientations générales proposées dans la Vision Madagascar naturellement, le Processus PADR fait parties des instruments de mise en œuvre du MAP .Mettant l'accent sur la dimension horizontale de l'approche de développement rural le PADR ne se limite pas seulement à l'engagement 4 du MAP, la démarche embrasse certains nombres des axes parmi les huit engagements du Madagascar Action Plan.

Le document cadre de partenariat, signé en 2006, a retenu le développement rural comme un secteur prioritaire de coopération. En accord avec les orientations de la politique du gouvernement malgache, les interventions de la coopération française se structurent selon

## **2- Les Objectifs du Processus PADR**

### **2.1 Objectif Global**

Le processus PADR, étant un outil de mise en œuvre du MAP vise à élaborer et opérationnaliser un outil permettant de renforcer la sécurité alimentaire, accélérer et soutenir la croissance économique, réduire la pauvreté et promouvoir la gestion durable des ressources naturelles.

## **2.2 Objectif Spécifique**

Le processus PADR vise l'amélioration de la prise de décision en matière de politique de sécurité alimentaire et de développement rural, par le renforcement de la capacité d'analyse, de suivi et de facilitation de la mise en œuvre, aux niveaux national et régional.

### **3- Les Missions et Attributions du Processus PADR**

- Recenser les politiques sectorielles et sous sectorielles, les programmes touchant le développement rural, les analyser et les aligner aux orientations et aux axes stratégiques du Programme National de Développement Rural (PNDR),

Harmoniser les interventions des différents partenaires appuyant le développement rural à travers la recherche de décloisonnement des sous-secteurs du développement rural

- Promouvoir l'adhésion des tous les acteurs de Développement Rural aux documents référentiels et Analyser les propositions émanant du secteur privé, de l'Administration et , des organisations non gouvernementales et des différents groupements associatifs paysans ou d'une manière générale la société civile

- Appuyer l'intégration des investissements privés dans le contexte de la programmation de développement rural,

- Assurer la programmation participative nationale et régionale pour le développement rural en accordant la priorité à l'expression des besoins émanant des régions à travers sa contribution au renforcement de la dynamique de développement rural régional

- Faciliter le développement de mécanisme de coordination/harmonisation et de collaboration des différentes parties prenantes dans le développement rural,

- Assurer la production des informations nécessaires pour la programmation et le suivi – évaluation du Programme National de Développement Rural (PNDR),

- Assurer l'analyse et l'animation transversale des thèmes,

- Veiller à l'harmonisation du MAP et du PNDR.

## **CHAPITRE 2 - POLITIQUES, STRATEGIES ET CONTEXTE**

### **INSTITUTIONNEL**

#### **Section1- Contexte institutionnel national**

##### **1.1- Ministère de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche**

Dans le cadre des réformes entreprises par le gouvernement, le Ministère de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche (MAEP) a dû recentrer ses fonctions sur la conception, la coordination et le suivi des stratégies nationales, la réglementation du secteur et l'appui technique aux régions et aux communes pour la mise en œuvre des politiques nationales agricoles. Il a cessé de fournir directement un appui direct à la production mais n'a pas encore achevé sa transition pour s'adapter pleinement à ses nouvelles fonctions. Toutefois, à plus long terme, la réforme en cours du MAEP devrait alléger la structure centrale et dynamiser les directions régionales tout en renforçant les capacités du personnel.

##### **1.2- Régions et communes**

Antérieurement constituée de 6 provinces et 1 346 communes, la nouvelle structure des collectivités locales prévoit désormais un découpage en régions, et la priorité des pouvoirs publics est de fonder les plans de développement sur ces régions. L'efficacité des collectivités locales aux niveaux régional et communal est limitée par le manque de capacités techniques et un système de collecte fiscale déficient qui engendre une pénurie de ressources financières. La Lettre de politique pour la décentralisation et la déconcentration, approuvée en 2005, prévoit l'amélioration de la gouvernance locale et le renforcement des capacités des administrations locales. Une des actions prioritaires est la création d'un fonds de développement local, qui fournira aux communes les ressources dont elles ont besoin pour réaliser leurs plans de développement.

### **1.3- Secteur privé**

Comme mentionné auparavant, le démantèlement des services publics d'appui à l'agriculture a laissé les producteurs ruraux quasiment sans autre recours, étant donné la rareté des prestataires de services privés. Cependant, on assiste à l'émergence d'une nouvelle offre de services; il peut s'agir:

- d'associations paysannes qui proposent à leurs membres des services et des intrants,
- de détaillants d'intrants (peu nombreux);
- de sociétés agro-industrielles fournissant assistance technique et crédit aux agriculteurs sous contrat;
- d'organisations professionnelles liées à des filières particulières (par exemple, le riz ou le lait); et
- de prestataires de services recrutés par les projets de développement.

Ces initiatives prometteuses sont encore très inégalement réparties sur le territoire, privilégiant en général les régions les plus productives, et sont souvent dépendantes de financements de projets. Pour améliorer l'accès aux services d'appui, le gouvernement a prévu de mettre en place, au niveau des districts, des centres de services agricoles (CSA) qui répondront aux demandes des agriculteurs concernant les services techniques et financiers, y compris la recherche.

### **1.4- Organisations professionnelles**

Aujourd'hui, 20% des agriculteurs sont membres d'une organisation. Essentiellement créées sous l'impulsion d'opérateurs de développement (églises, projets, ONG), les associations d'agriculteurs restent très dépendantes des financements extérieurs, et il leur manque souvent les compétences techniques et administratives qui leur permettraient de répondre aux besoins de leurs membres, ce qui dissuade les opérateurs privés. Le gouvernement a démontré une réelle volonté d'associer les cinq principales organisations d'agriculteurs aux processus d'élaboration des politiques, en créant divers mécanismes permettant de les consulter, à la fois au niveau local et au niveau national. Cependant l'absence d'objectifs clairs empêche souvent les organisations d'agriculteurs d'acquérir un

poinds décisif dans les négociations. Dans le secteur manufacturier, les artisans sont regroupés dans des organisations nationales et régionales structurées par filières, dont la représentativité est toutefois limitée.

## **Section2- Stratégie nationale de réduction de la pauvreté rurale**

### **2.1- Stratégies de réduction de la pauvreté**

Le document de stratégie pour la réduction de la pauvreté (DSRP), approuvé en juin 2003, expose des objectifs ambitieux: en 2015, le pourcentage des habitants du pays vivant dans la pauvreté ne devrait pas dépasser 40%, ce qui exigera une croissance économique de 8% au minimum (elle est actuellement de 5%) et un taux d'investissement de 21% du PNB. L'un des objectifs du gouvernement est de promouvoir une croissance économique multisectorielle en tirant parti du potentiel du pays, en particulier dans le secteur primaire, et en développant les exportations.

Le DSRP a été mis à jour en juin 2005 pour refléter le document “Vision Madagascar naturellement”, qui vise à faciliter la transformation de l'économie de subsistance en une économie de marché, en s'appuyant sur le développement des industries et des services liés au secteur agricole, sur l'accroissement des exportations et sur le développement des filières. Le Plan d'action pour Madagascar, en cours d'élaboration, expose la nouvelle stratégie élaborée par le gouvernement pour stimuler la croissance économique, réduire la pauvreté et atteindre les Objectifs du Millénaire.

#### **2.1.1- Le Document de stratégie pour la réduction de la pauvreté (DSRP)**

Ce document a été élaboré au mois de novembre 2000 et a permis à Madagascar de bénéficier de l'Initiative pour les Pays Pauvres Très Endettés (IPTTE) avec une réduction du service de la dette à hauteur de 50 millions US\$ par an.

Le processus d'élaboration du DSRP complet a redémarré en septembre 2002 après les événements politiques de janvier à août 2002.

Le Document de Stratégie de réduction de la Pauvreté (DSRP) est le fruit d'un processus participatif soutenu et impliquant toutes les forces vives de la nation: administration, élus, partis politiques, opérateurs économiques, société civile, organisations

non gouvernementales, groupements professionnels et confessionnels. Divers ateliers thématiques, régionaux et de concertation nationale ont été organisés à cet effet de novembre 2000 à mars 2003.

Le présent document est le résultat de l'amélioration du DSRP intérimaire, compte tenu des nouvelles orientations du Gouvernement.

L'objectif est de réduire le taux de pauvreté de moitié dans 10 ans. La stratégie à mettre en œuvre est ambitieuse mais réaliste. Le principe de « partenariat public privé » jouera un rôle prépondérant. Par ailleurs, cette stratégie s'appuie sur une analyse objective et sur des critères précis, et fera l'objet d'une actualisation annuelle.

### **c) Les cinq grandes parties de ce document**

Le document comprend 5 grandes parties :

- La première présente le cadre général d'intervention du DSRP situant le contexte global et donnant une description et une analyse de la pauvreté.
- La deuxième définit les stratégies de lutte contre la pauvreté avec les objectifs globaux.
- Les programmes ainsi que les actions à mettre en œuvre sont traités dans la troisième partie du document.
- La quatrième présente les coûts et le financement des programmes à mettre en œuvre.
- Enfin, la cinquième et dernière partie, quant à elle, décrit les méthodes de suivi et d'évaluation de la stratégie de réduction de la pauvreté.

### **d) Résolution de l'insécurité foncière dans le milieu rural**

Le DSRP révèle le haut degré de priorité accordé par le gouvernement à la problématique foncière. Il recense parmi les facteurs déterminants de pauvreté le difficile accès à la terre, conséquence d'une « imprécision des droits fonciers et de la structure de l'administration foncière ». Le régime foncier et les droits de propriété sont jugés insuffisants pour favoriser l'investissement et l'amélioration de la productivité agricole. La rareté des titres est considérée comme « une barrière à l'accès au crédit dans la mesure où les biens immobiliers constituent les principales garanties exigées par les banques ». Le DSRP affiche

des objectifs gouvernementaux ambitieux à mettre en œuvre dans le cadre d'un Programme National Foncier, selon une démarche concertée favorisant un débat avec toutes les parties impliquées.

Les principaux piliers du DSRP et du Plan d'action sont les suivants:

- Restaurer un État de droit et une société bien gouvernée,
- susciter et promouvoir une croissance économique à base sociale beaucoup plus large;
- susciter et promouvoir des systèmes de sécurisation humaine et matérielle et une protection sociale plus large.

### **2.1.2– LA MAP ET LE DEVELOPPEMENT RURAL**

Le gouvernement a mis en place un audacieux plan d'action de cinq ans, le Plan d'action pour Madagascar (MAP), qui est la stratégie de seconde génération de réduction de la pauvreté. Le MAP envisage des réformes accélérées et mieux coordonnées, et décrit les « stratégies et les actions qui initieront la croissance rapide, mèneront à la réduction de pauvreté, et s'assureront que le pays se développe en réponse aux défis de la mondialisation et selon la vision nationale « Madagascar naturellement » ainsi que les Objectifs de développement pour le Millénaire.

Le MAP, ayant fait l'objet d'une large consultation, vise à mobiliser le peuple Malgache ainsi que les partenaires internationaux, à stimuler la croissance, à progresser dans la réduction de la pauvreté, et à répondre aux défis de la mondialisation pour atteindre les Objectifs du Millénaire pour le Développement (ODM). Il entend également répondre à la déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide au développement, au Plan d'Action de la Banque Mondiale pour l'Afrique et à la nouvelle stratégie de l'Union Européenne pour l'Afrique. Sécuriser la priorité foncière surtout en milieu rural.

Dans la première partie on a abordé les problèmes de l'insécurité rural c'est pourquoi on s'intéresse au politique du MAP car il nous propose des politique pour réduire la pauvreté et nous donne l'opportunité d'avoir un développement durable. Mais ce qui nous intéresse vraiment sur le MAP c'est l'engagement 4.

Le MAP (2007-2012) a été conçu pour prendre le relais du Document de Stratégie de Réduction de la Pauvreté (2003-2006), qui avait comme objectif central le développement. Mais ce que nous intéresse dans cette étude c'est l'engagement 4 du MAP.

Les politiques de l'Etat pour réduire la pauvreté en milieu rural se trouve dans l'engagement 4 du MAP :

Le développement rural dynamique et la réduction effective de la pauvreté sont à la base des efforts du gouvernement. Les régions rurales prospéreront à travers une révolution verte qui augmentera substantiellement la production agricole. Le gouvernement a essayé de renforcer la sécurité de la propriété foncière en essayant de :

- Moderniser et informatiser la propriété foncière et l'archivage des documents topographiques.
- Décentraliser la gestion de la propriété foncière aux niveaux des communes et des régions.
- Reforme la légalisation foncière.
- Renforcer la capacité des agents du service foncier.
- Créer des bases de données foncières en vue des investissements dans le tourisme, l'agrobusiness et les industries manufacturières.
- Harmoniser l'intervention des partenaires de développement dans la Politique Nationale Foncière.

L'Etat renforce aussi la sécurité de la propriété foncière. Cette politique est efficace parce que ça nous procure plusieurs avantages à savoir : la sécurisation de la propriété facilitera les travaux environnementaux des paysans et permettra de produire dans les meilleures conditions ; l'existence de propriété foncière permettra une bonne gestion du territoire en matière d'environnement ; la décentralisation de la gestion des propriétés foncières diminuera le déplacement des personnes concernées lors des traitements de leur dossier.

Mais il existe aussi des inconvénients :

- L'enregistrement de la propriété coûte très cher.
- La prise de décision en matière d'environnement peut être acceptée par les hiérarchies supérieures.

A mon avis, pour que ces politiques fonctionnent le gouvernement doit faciliter l'accès aux enregistrements de propriétés foncières à moindre coût. Les autorités compétentes doivent connaître le territoire ; en plus il doit faire des études approfondies avant l'acceptation de l'enregistrement des propriétés foncières.

L'un des problèmes en milieu rural c'est le financement, c'est pour cela que la collectivité publique voulait améliorer l'accès au financement rural, ils ont élaboré des stratégies pour atteindre cet objectif qui est la facilité de financement, et ces stratégies sont les suivantes :

- 1- Etendre les réseaux de micro finances et bancaires.
- 2- Promouvoir et adapter le système de crédit à caution solidaire.
- 3- Développer les autres formes de financement.

L'accès au financement rural permet des innovations (techniques) et environnementales. Le micro finances et bancaires facilitent les investissements ruraux pour que les paysans puissent avoir un bon départ de production. Le système de crédit à caution solidaire permet aux plus pauvres d'acquérir le financement. Mais on sait que les taux d'intérêts du micro finances sont souvent élevés et la mauvaise gestion du micro finances nuit aux résultats attendus.

Mais toutes ces stratégies vont échouer si l'Etat n'élabore pas une subsistance des micros finances et bancaires pour que le taux d'intérêts soit faible, voir nul.

En plus, il doit former la population sur la gestion des ressources financières en main.

Le troisième défi de la MAP c'est de lancer une révolution verte durable, pour cela l'Etat doit intensifier l'amélioration de la productivité, augmenter les surfaces cultivées.

Il doit moderniser les fournitures et assistance en semences et engrais ; le lancement d'une révolution reste durable et aboutit à une réforme agraire. En plus la production attendue devrait être élevée, et l'amélioration de la productivité facilitera l'intensification du fait que la production augmente en qualité et en quantité.

L'augmentation des surfaces cultivées augmente le surplus de l'exploitation agricole, ainsi il pourrait en créer d'autres ; le ravitaillement en engrais et semences assure la prospérité de la production ; l'emploi de la mécanisation agricole ferait l'objet d'une production à grande

échelles et les produits seront dans les normes. et enfin production intense permettra de pousser l'environnement existant.

Inconvénients de ce troisième défi sont :

- Le manque de débouché peut conduire la surproduction.
- Les engins agricoles coûtent lourdement cher.
- Un grand nombre de paysan ne saurait pas exploiter au mieux les semences et les engrais.

Pour cela, il est recommandé d'assurer un réseau de débouché.

Et Il est également préférable de faire diminuer le prix des engins agricoles ou de permettre des facilités de paiement.

La location à bon marché de ces engins, peut être envisagée. Il faut aussi adopter et faire des formations pour les personnes qui utilisent les engins et les semences.

Le quatrième défi de la politique de développement rural du MAP c'est de Promouvoir les activités orientées vers le marché

L'Etat a mis en œuvre plusieurs stratégies à savoir :

Développer un système de diffusion d'information sur le marché ; renforcer les échanges intra et inter régionaux ; développer les infrastructures pour un meilleur accès au marché. et améliorer l'équité et la fluidité du marché.

Ces stratégies permettent aux paysans de faire les activités agricoles orientées sur le marché permettent aux collecteurs d'obtenir directement un profil élevé ; la notion de système d'information est sur le marché et la loi de l'offre et de la demande est favorisée.

Mais il faut aussi savoir que le système d'information doit être simple et transparent et

Le développement des infrastructures diminue le prix des denrées environnementales.

Donc il faut utiliser des systèmes complexes, et supprimer l'existence des intermédiaires pour avoir directement le profit.

Et enfin, le dernier défi c'est de Diversifier les activités agricoles à partir des stratégies suivantes :

- Mener des recherches sur les produits potentiels et les opportunités de marché.

- Encourager la diversification des activités pour des revenus additionnels en vue de réduire la vulnérabilité causée par les fluctuations des prix mondiaux et des mauvaises conditions climatiques.
- Développer et mettre en œuvre une stratégie pour l'agriculture biologique.
- Identifier et développer des spécialisations filières régionales.
- Promouvoir les activités secondaires : artisanat, écotourisme, etc.

Ces stratégies évoquent quelques avantages pour la population rurale qui sont : les produits des recherches sont souvent fructueux.

En plus l'agriculteur biologique permettra d'obtenir des produits uniques et la classification des activités agricoles assure la rentabilité.

Mais les recherches sont coûteuses et de longue durée et les semences et techniques de l'agriculture biologique sont complexes et enfin, diversification des cultures ne permet pas d'acquérir le maximum de production pour un seul produit.

Pour rendre rentable ces stratégies le gouvernement doit coopérer afin d'obtenir des financements pour permettre les recherches rapidement et efficacement ; et des recherches sur les produits environnementaux doivent être faites.

## **2.2- Stratégies nationale et régionales de développement rural**

Approuvé en décembre 2005, le PNDR, centré sur les régions, définit les orientations retenues par le gouvernement pour accélérer la croissance de l'économie rurale. L'objectif global est de créer un environnement porteur et de développer les partenariats entre les institutions publiques, les agriculteurs et le secteur privé, afin d'améliorer la production rurale, de valoriser et de protéger les ressources naturelles, et de développer les marchés et l'organisation des filières. Les pouvoirs publics se concentrent sur l'intégration de la production rurale dans l'économie de marché, sur le développement de pôles de croissance fondés sur les avantages comparatifs régionaux ainsi que sur la promotion de filières en

fonction des possibilités d'exportation. Cette approche axée sur des pôles régionaux de croissance a pour but d'intégrer les régions défavorisées dans le marché national.

### **Section 3 -les objectifs stratégiques du FIDA**

L'objectif stratégique du FIDA à Madagascar est donc de promouvoir un développement régional associant les pauvres selon des approches inclusives, pour faire en sorte que les producteurs les plus vulnérables tirent parti de la croissance économique en milieu rural et améliorent leurs conditions de vie. Le FIDA appuiera les plans du gouvernement pour stimuler le développement régional, en vue de faciliter la transformation du secteur rural traditionnel isolé en un secteur productif professionnel, compétitif et intégré dans le marché. Conformément à son mandat, le FIDA placera l'autonomisation des ruraux pauvres et l'amélioration de leurs conditions de vie au cœur de sa stratégie

#### **1- Priorités nationales et priorités du FIDA**

L'orientation stratégique du FIDA est d'appuyer le PNDR et les autres stratégies sectorielles importantes pour le développement rural, notamment la Lettre de politique foncière, le Programme national d'appui au secteur privé, la Lettre de politique pour la décentralisation et la déconcentration et la Stratégie nationale de micro finance. Elles sont conformes aux priorités de la stratégie régionale du FIDA, en particulier celles qui ont trait à la promotion des liens avec le commerce équitable, au développement de la finance rurale et à l'accès à l'information et aux technologies. Des dons seront mis à profit pour compléter les initiatives nationales, notamment dans les domaines de la micro finance, du suivi et de l'évaluation, et du renforcement des capacités des organisations paysannes.

L'objectif 1 stipule l'amélioration de la gestion des risques et réduire la vulnérabilité des ruraux pauvres en leur donnant plus largement accès aux ressources et aux services

**Objectif 2:** Améliorer les revenus des ruraux pauvres par la diversification des activités agricoles et la promotion de l'entrepreneuriat rural

**Objectif 3:** Professionnaliser les petits producteurs et leurs organisations pour les associer plus étroitement au développement économique et politique

## **2. Résumé de la stratégie pour le pays**

On peut dire que l'objectifs de toutes ces stratégies sont tous les même, c'est d'améliorer le niveau de vie dans le milieu rural de Madagascar pour aboutir à un développement durable de la grande île ; car grâce à l'abondance des ressources naturelles endémiques, de sols fertiles et d'une grande variété climatique, Madagascar a un potentiel agricole exceptionnel.

La priorité du gouvernement est de lutter contre la pauvreté en milieu rural en développant des pôles de croissance régionaux capables d'impulser le développement économique régional autour de filières stratégiques, en se fondant sur les avantages régionaux et l'instauration de partenariats public, privé.

L'objectif stratégique des projets à Madagascar est donc de promouvoir un développement régional associant les pauvres selon des approches inclusives, pour faire en sorte que les producteurs les plus vulnérables tirent parti de la croissance économique en milieu rural et améliorent leurs conditions de vie. La plupart des projets appuieront les plans du gouvernement pour stimuler le développement régional, en vue de faciliter la transformation du secteur rural traditionnel isolé en un secteur productif professionnel, compétitif et intégré dans le marché. Conformément à son mandat on placera l'autonomisation des ruraux pauvres et l'amélioration de leurs conditions de vie au cœur de sa stratégie.

Mais les résultats de toutes ces stratégies sont toujours médiocres jusqu'à maintenant même si le gouvernement fait beaucoup d'efforts.

## CONCLUSION

L'économie rurale est très fragile. Avec une productivité faible, les exploitants agricoles n'arrivent pas ni à épargner ni à investir. Déjà, ils ont du mal à répondre à leur besoins et parfois la production n'assure même pas la consommation annuelle. La quantité produite est très peu. Le déficit des forces de travail (matériels agricoles, la forces de cultivateurs eux même, la qualité des terrains exploités) et du financement, l'insécurité sociale, l'eau de pluie non maîtrisé, l'accroissement des terres (coût de titrisation élevé, problème de l'accès au savoir) est chacun un facteur de la faiblesse du rendement agricole. Les paysans rencontrent également un problème d'écoulement des produits. Le marché est souvent en imperfection. Il est caractérisé par le manque d'infrastructure, des informations imparfaites et la difficulté de l'accès aux intrants agricoles. De plus, les politiques en vigueurs favorisent le monde urbain au détriment du rural. Donc la pauvreté persiste surtout en milieu rural, c'est pour ça que Madagascar n'arrive pas à avoir une grande croissance et ça implique un faible développement

On peut dire alors qu'il existe plusieurs voies pour sortir de la pauvreté. Il n'existe cependant pas des formules simples, passe partout dans les zones rurales. Pour notre étude de développement rural, ces stratégies consistent en une transition progressive du secteur agricole vers des activités rurales non agricoles mais ces stratégies permettent également d'améliorer la production agricole. Mais la solution n'est pas de trouver quelle voie précise à suivre car elle variera clairement dans le temps, dans l'espace et même avec les individus dans un même lieu et au même moment. La clef est plutôt l'existence d'une voie de sortie de la pauvreté, une stratégie suivant laquelle les choix optimum de moment conduisent, conformément aux besoins de toute la population.

Et si un jour les malgaches arriveront un jour à maîtriser ses ressources et exploitent au maximum notre richesse, est ce que Madagascar arrivera à se développer

## REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

### MANUELS ET OUVRAGES

- BARRO R.J, « *les facteurs de la croissance économique* », Editions Economica, 2000 ;
- DROY Isabelle, « *situation de l'évolution des organisations paysannes et rurales* », réseau GAO (groupements-association villageoise-organisations paysannes), Madagascar, 1993
- DOY Zérah, « *Economie par les textes* », Bréal, 1993, Partie 5
- E. Combe, « *Précis d'économie* », Hatier, Paris, 1980, chapitre
- JONES C., « *Théorie de la croissance endogène* », Editions De Boeck, 2000,
- PH .Hugon, « *économie du développement* »,Dollos, Paris , 1989

### REVUES ET PUBLICATION

- *Dictionnaire économique et social*, Hatier, Paris, 1990
- PLAN d'action MADAGASCAR 2007-2012, « *Un plan audacieux pour le Développement Rapide* », 2006, 112 p
- . - INSTAT, « *Evolution de la pauvreté à Madagascar.* » RAZAFINDRAVONONA J.,D. Stifel et S. Paternostro , 1993-1999
- INSTAT, «. *Etat de la pauvreté à Madagascar en 2001.* »,2003

### WEBOGRAPHIE

[www.madagascar.gov.mg/MAP](http://www.madagascar.gov.mg/MAP)

[www.worldbank.org/gender](http://www.worldbank.org/gender)

<http://www.europa.eu.int/comm/environment/index>

## **LISTE DES ANNEXES**

**Annexe 1** : Tableau des orientations, des axes stratégiques et des programmes du PADR

**Annexe 2** : Tableau synthétique des activités par axe stratégique de la politique BVPI

**Annexe 3** : Secteurs de compétence : Développement rural - Orientation et Stratégie

Générale

# **ANNEXES**

**Annexe 1 : Tableau des orientations, des axes stratégiques et des programmes du PADR**

ORIENTATIONS	AXES STRATEGIQUES	PROGRAMMES
<p>1. Assurer une bonne gestion du monde rural par la définition et la mise en œuvre des réformes institutionnelles et du cadre réglementaire</p>	<p>1.1 Amélioration du cadre institutionnel et des structures d'accueil du PADR eu égard à la nécessité de la clarification des rôles et responsabilités des acteurs du développement rural</p> <p>1.2 Mise en place d'un environnement juridique et réglementaire favorable au développement rural</p>	<p>1.1.1 Réforme des Ministères et appui aux processus de déconcentration/décentralisation</p> <p>1.1.2 Mise en place d'un système d'information sur le développement rural</p> <p>1.2.1 Adéquation et actualisation du cadre réglementaire</p>
<p>2. Inciter l'émergence des acteurs économiques, partenaires du développement rural</p>	<p>2.1 Modernisation de l'agriculture et développement des initiatives privées et du savoir-faire</p> <p>2.2 Diversification de la production et des exportations</p> <p>2.3 Développement et pérennisation du financement du monde rural</p>	<p>2.1.1 Promotion des organisations professionnelles agricoles</p> <p>2.1.2 Développement des filières et valorisation des produits</p> <p>2.1.3 Appui au développement des initiatives privées</p> <p>2.1.4 Restructuration du système d'enseignement et de formation agricole</p> <p>2.2.1 Promotion d'activités économiques non agricoles</p> <p>2.2.2 Promotion de la diversification des productions</p> <p>2.2.3 Développement des</p>

		<p>produits d'exportation</p> <p>2.3.1 Développement des systèmes de financement adaptés au monde rural</p>
<p>3. Accroître et promouvoir la production agricole avec une utilisation optimale ainsi qu'une gestion durable des ressources et des infrastructures</p>	<p>3.1 Application des techniques et technologies appropriées</p> <p>3.2 Préservation de l'environnement et gestion rationnelle des espaces ruraux</p> <p>3.3 Introduction des mécanismes d'organisation, de gestion et de développement des infrastructures</p>	<p>3.1.1 Recherche et vulgarisation</p> <p>3.1.2 Gestion et restauration de la fertilité et conservation des sols</p> <p>3.1.3 Santé animale et végétale</p> <p>3.1.4 Intensification de la production animale et végétale</p> <p>3.2.1 Gestion des ressources naturelles (forêts, bassins versants, pâturages, pêche...)</p> <p>3.2.2 Elaboration de Plans d'aménagement rural, extension de l'accès à la terre et intensification des actions de sécurisation foncière</p> <p>3.3.1 Programme intégré de réhabilitation des réseaux hydro agricoles (infrastructures d'irrigation, association des usagers de l'eau, bassins versants...)</p> <p>3.3.2 Développement et gestion des autres infrastructures rurales</p>
<p>4. Assurer une disponibilité alimentaire suffisante dans toutes les régions</p>	<p>Assurance d'une stabilité et d'une permanence des Approvisionnements alimentaires</p>	<p>Promotion des moyens de transport</p> <p>Développement, gestion intégrée et maintenance des infrastructures</p>

	Préparation aux urgences	de transport rural Développement et organisation des marchés Système d'alerte et de surveillance des catastrophes
5. Développer les infrastructures sociales en vue d'améliorer l'accès aux services sociaux	5.1 Accessibilité à l'eau potable 5.2 Disponibilité des services sociaux de base 5.3 Amélioration des conditions d'habitation	5.1.1 Accès à l'eau potable 5.2.1 Mise en place de services de santé de proximité 5.2.2 Mise en place de services d'éducation de proximité 5.3.1 Promotion de logements décents 5.3.2 Sécurité en milieu rural

**Annexe 2 : Tableau synthétique des activités par axe stratégique de la politique BVPI**

Axes stratégiques	Groupe d'actions
<p>1. Intensification rapide et durable de la production</p>	<p><b>(i) Appui conseil</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Promouvoir l'application des paquets technologiques adaptés au potentiel agro écologique et notamment à la ressource en eau</li> <li>- Promouvoir l'utilisation de semences améliorées et des variétés requises</li> <li>- Elargir et multiplier les offres de service en appui-conseil dont la mise en place des CSA</li> <li>- Appuyer les activités de recherche agricole et associer les producteurs aux programmes de recherche</li> </ul> <p><b>(ii) Service d'appui</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Développer les systèmes d'approvisionnement de proximité (intrants, matériels,...)</li> <li>- Appuyer la mise en place de CMS</li> <li>- Promouvoir et renforcer les organisations de producteurs</li> </ul> <p><b>(iii) Investissements agricoles</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Améliorer l'accès aux IMF</li> <li>- Appuyer la mise en place du FDA</li> <li>- Promouvoir le partenariat public/privé</li> </ul> <p><b>(iv) Sécurisation foncière</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Appuyer la sécurisation foncière : mise en place de guichet foncier, sécurisation des modes de faire valoir indirects, sécurisation des accords pour la gestion des ressources naturelles ...</li> <li>- Faciliter l'accès à la propriété foncière pour favoriser la migration rurale</li> </ul>

<p>2. Amélioration de la rémunération du travail des producteurs et diversification des revenus des populations rurales</p>	<p><b>(i) Appui à la Commercialisation</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Améliorer les conditions et l'accès à la commercialisation</li> <li>- Mettre en relation les producteurs avec les agro-industries et professionnels du secteur</li> <li>- Renforcer les organisations paysannes pour la commercialisation</li> <li>- Désenclaver les zones de production</li> </ul> <p><b>(ii) Amélioration du rendement du système de production</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Améliorer l'accès aux matériels agricoles et à la mécanisation</li> <li>- Promouvoir le stockage et la transformation des produits</li> <li>- Soutenir le respect des normes et des qualités des produits, développer les labels</li> <li>- Appuyer l'accès au système d'information, et promouvoir des formations techniques et professionnelles</li> </ul> <p><b>(iii) Diversification des revenus</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Promouvoir la culture de contre-saison</li> <li>- Prospector et promouvoir des spéculations adaptées aux marchés</li> <li>- Développer les métiers ruraux</li> <li>- Appuyer les producteurs pour les marchés d'exportation</li> <li>- Promouvoir l'intégration agriculture élevage</li> <li>- Renforcer les actions d'incitation à la monétarisation</li> </ul>
<p>3. Pérennisation des infrastructures et valorisation des ressources naturelles</p> <p>(Source : <b>lettre de politique de développement des bassins versants</b>)</p>	<p><b>(i) Développement de l'irrigation</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Améliorer le service de l'eau par la réhabilitation des infrastructures suivant une approche participative à la demande</li> <li>- Définir les responsabilités des parties prenantes et</li> </ul>

**& périmètres irrigues (BVPI)  
approuvée en conseil de  
gouvernement le 12 juillet 2006)**

renforcer leur capacité sur la pérennité des infrastructures et sur la gestion des ressources naturelles (MAEP, CTD, AUE, Privée)

- Revoir les modalités de transfert de gérance et procéder au TDG des PI selon la typologie des PI
- Améliorer le cadre juridique et institutionnel (gestion des ouvrages, recouvrement des redevances...)
- Mettre en place le FERHA
- Appuyer la mise en place de mécanismes pour la réparation de dégâts cycloniques
- Revoir les textes sur les AUE pour leur permettre de procéder à des activités commerciales et lucratives

**(ii) Exploitation durable des ressources naturelles**

- Renforcer la capacité des CTD dans la mise en œuvre des activités en faveur de la gestion des ressources naturelles dans leur PRD/PCD
- Promouvoir les techniques de gestion agro écologique des sols
- Promouvoir la gestion communautaire des forêts et l'agroforesterie
- Développer l'éducation environnementale
- Augmenter la couverture végétale sur les versants
- Protéger la ressource en eau dans les BV - Promouvoir le contrôle de l'érosion sur les BV impactant les PI

### **Annexe 3 : Secteurs de compétence : Développement rural - Orientation et Stratégie Générale**

Le document cadre de partenariat, signé en 2006, a retenu le développement rural comme un secteur prioritaire de coopération. En accord avec les orientations de la politique du gouvernement malgache, les interventions de la coopération française se structurent selon

Trois axes principaux :

La formulation des politiques agricoles

La diversification de la production et des exportations

La promotion de systèmes de production compatibles avec la gestion durable des ressources naturelles

et deux axes transversaux.

L'environnement, avec une action spécifique pour préserver la diversité biologique et renforcer les capacités à gérer les défis environnementaux

L'appui à la recherche dans le secteur rural.

L'Agence française de développement est l'opérateur pivot de la coopération française dans le secteur. Elle a la charge de la mise en œuvre de l'essentiel de l'aide publique française au développement mobilisée

Le service de coopération et d'action culturelle (SCAC) assure un rôle de suivi et de pilotage de l'action de coopération, tout en assurant un dialogue avec les acteurs institutionnels du secteur, acteurs publics et de la société civile.

Le SCAC a également la responsabilité de la mise en œuvre des appuis spécifiques dans les domaines de la recherche, des formations supérieures et de l'aide alimentaire programmée.

Le SCAC intervient à travers :

des ressources programmées annuellement : elles permettent la réalisation de prestations et le versement de subvention en appui aux initiatives des acteurs du secteur, avec en parallèle une importante composante de renforcement des capacités (stages, bourses d'études)

une assistance technique résidentielle : cette expertise joue un rôle d'appui conseil auprès de services publics ou d'organisations, avec pour objectif le renforcement des ressources humaines et l'amélioration du fonctionnement institutionnel.

des appuis projets pluriannuels : ces subventions viennent conforter les programmes de renforcement des capacités techniques et humaines et contribuent à une construction institutionnelle durable.

*Source* : saholy.rakotondrandria@diplomatie



# TABLE DES MATIERES

AVANT PROPOS

REMERCIEMENTS

SOMMAIRE

ACRONYMES

INTRODUCTION ----- 1

**PARTIE I : CONTEXTE ECONOMIQUE DU PAYS -----3**

CHAPITRE1 - BASE THEORIQUE SUR LE DEVELOPPEMENT ET LA  
CROISSANCE----- 4

Section 1- comparaison entre développement et croissance économique  
----- 4

Section 2- Théorie de la croissance -----5

CHAPITRE 2- L'ECONOMIE DE MADAGASCAR ----- 11

Section1- Diversité agro écologique et disparités de potentiel ----- 12

Section2- Croissance démographique ----- 13

Section 3 - Répartition inéquitable des bénéfices de la croissance ----- 13

Section4- Développement humain ----- 14

Section5- Que savons-nous de la pauvreté ? ----- 15

CHAPITRE 3- AGRICULTURE ET PAUVRETE RURALE ----- 17

Section1- Situation économique actuelle en milieu rural----- 17

1.1-Population rurale et population agricole----- 17

1.1.1- L'effectif de la population rurale ----- 17

1.1.2- L'effectif de la population agricole -----	18
1.2- Agriculture en déclin -----	19
1.3 - Moyens d'existence ruraux-----	20
1.4 - Disparités régionales en matière de pauvreté-----	21
1-5 La formation agricole et rurale à MADAGASCAR -----	22

SECTION 2- LES PROBLEMES DE DEVELOPPEMENT EN MILIEU RURAL---22

2.1-L'insécurité rurale -----	23
2.1.1- Vulnérabilité face aux risques et insécurité alimentaire-----	23
2.1.2- Insécurité sociale et insécurité de la production-----	24
2.1.3- Insécurité foncière -----	24
2.2 Accès aux services financiers -----	28
2.3-Accès au marché -----	28
2.4-L'éducation en milieu rural-----	29

**PARTIE 2 : OBJECTIFS ET STRATEGIE DU DEVELOPPEMENT RURAL -----30**

**CHAPITRE 1- OBJECTIFS GLOBAUX DE DEVELOPPEMENT DE MADAGASCAR -----31**

Section 1-Les objectifs du développement rural en général-----31

Section 2- Missions et objectifs Le Plan d'action pour le développement rural -----32

1- Le contexte du PADR-----	32
2- Les Objectifs du Processus PADR-----	32
2.1 Objectif Global -----	32
2.2 Objectif Spécifique-----	33
3- Les Missions et Attributions du Processus PADR-----	33

**CHAPITRE 2 - POLITIQUES, STRATEGIES ET CONTEXTE INSTITUTIONNEL -----34**

**section1- Contexte institutionnel national -----34**

1.1- Ministère de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche -----	34
2.1-Régions et communes-----	34
2.3-Secteur privé -----	35
2.4-Organisations professionnelles-----	35
Section2- Stratégie nationale de réduction de la pauvreté rural-----	36
2.1- Stratégies de réduction de la pauvreté-----	36
2.1.1- Le Document de stratégie pour la réduction de la pauvreté -----	36
a) Les cinq grandes parties de ce document -----	37
b) Résolution de l'insécurité foncière dans le milieu rural -----	37
2.1.2- LA MAP ET LE DEVELOPPEMENT Rural-----	38
2.2- Stratégies nationale et régionales de développement rural-----	42
Section 3 -les objectifs stratégiques du FIDA -----	43
1- Priorités nationales et priorités du FIDA-----	43
1. Résumé de la stratégie pour le pays -----	44
CONCLUSION -----	45
REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES	
ANNEXES	

## FICHE SIGNALÉTIQUE

*Nom* : RALAVANIRINA

*Prénoms* : Onjaniaina Christoluisa

*Directeur de mémoire* : Monsieur RAKOTOARISON Rado Zoherilaza

Maître de conférences

*Titre* : **STRATEGIE DE DEVELOPPEMENT RURAL POUR REDUIRE LA  
PAUVRETE A MADAGASCAR**

*Nombre des tableaux* : 5

*Nombre des pages* : 45

### RESUME ANALYTIQUE

La croissance économique est une des indicateurs de développement d'un pays et la croissance est en fonction du capital humain, d'après la théorie de la croissance endogène. Le problème de développement de MADAGASCAR repose sur la faible capital humain surtout en milieu rural c'est pour ça qu'on n'arrive pas à maîtriser notre système. Le gouvernement à cherché et cherche encore des stratégies de développement pour améliorer la condition de vie en milieu rural. Le système de formation rurale, surtout post scolaire, constitue un maillon faible de la chaîne des filières. Les dispositifs sont inadaptés, inégalement répartis et souffre d'une insuffisance de ressource. Les nouvelles initiatives sont encore peu connues et soutenues. Un manque de formation des techniciens pour répondre aux besoins du développement rural se ressent visiblement. Les organisations professionnelles agricoles sont faibles et manquent de moyens et de personnels qualifiés. Donc pour réduire la pauvreté à Madagascar l'Etat doit trouver une stratégie adaptée et efficace pour améliorer le système d'éducation surtout en milieu rural.

**MOTS CLES** : agriculture, développement, organisation, production, productivité, stratégie, amélioration du niveau de vie, augmentation du revenu, économie de marché, financement, projets, objectifs.